

1720, à l'initiative du comte de Saint-Pierre, attaché à la cour de Louis XV, trois navires partis de France amènent d'autres colons dans la baie de Hillsborough. Avec l'aide de menuisiers et d'ouvriers venus du Cap-Breton, île voisine, ils construisent le village de Port La Joye, première capitale de l'île. En 1731, d'autres colons créent un nouvel établissement comprenant des installations de pêche, une ferme modèle, une forge et d'autres entreprises. Certains des Acadiens expulsés de Nouvelle-Écosse s'installent dans l'île et y demeurent jusqu'en 1758, époque à laquelle ils sont rapatriés en France à la suite de la conquête britannique. Après leur départ, le capitaine Samuel Holland procède au cadastrage des terres qui, par tirage de loterie, sont octroyées à des candidats influents. Ce régime de grands propriétaires — absents le plus souvent — devait dominer la vie de l'île pendant près d'un siècle et nuire considérablement à leurs métayers. Lors des élections de 1850, le Parti libéral, formé par des membres de l'ancien Parti réformiste, prône la création d'un gouvernement autonome, c'est-à-dire responsable devant l'assemblée législative de l'île. Ses adversaires se recrutent parmi ceux qui formeront un jour le Parti conservateur tel qu'il existe aujourd'hui. Les libéraux sont élus et, un an plus tard, le gouvernement britannique leur accorde l'autonomie qu'ils revendiquent.

En 1853, le gouvernement libéral adopte une loi (*Land Purchase Act*), en vertu de laquelle l'administration provinciale peut acheter les terres des grands propriétaires qui acceptent de s'en défaire, pour les revendre à leurs métayers.

De 1854 à 1865, les efforts déployés par la législature pour que l'administration parvienne à acquérir les terres des derniers grands propriétaires donnent lieu à des débats orageux mais restent sans résultats face au veto du gouvernement britannique. Outre la réforme agraire, les questions scolaires et la construction du chemin de fer sont les grands sujets de controverse de cette période.

Le 1^{er} septembre 1864, des délégués de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Haut-Canada et du Bas-Canada se rencontrent à Charlottetown pour étudier un projet d'union. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique créant le Dominion du Canada est adopté en 1867, mais l'Île-du-Prince-Édouard ne devient membre de cette confédération que le 1^{er} juillet 1873.

Débuts de l'activité économique et commerciale

Au cours des vingt premières années qui suivent la proclamation de la Confédération, l'île connaît la prospérité. Comme auparavant, son économie repose sur l'agriculture, la pêche, les industries manufacturières locales et la